



Westminster & City News

NUMÉRO 6

Du 7 au 13 février 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Le budget 2020-21 du gouvernement écossais est axé autour de la lutte contre le changement climatique – La lutte contre le changement climatique est au cœur des priorités du gouvernement, qui prévoit un investissement de 1,8 Md£ dans son [projet de budget 2020-21](#) pour accélérer la transition vers la neutralité carbone d'ici 2045. 220M£ devraient en outre être alloués à la *Scottish National Investment Bank* à cette fin. Le budget présenté par le gouvernement écossais – près de 50 Md£ – est également marqué par un niveau record d'investissements dans les services publics (dont 15 Md£ dans la santé et les services de soins) et un soutien accru aux ménages aux revenus les plus faibles (1,4 Md£). Le barème d'IR ne devrait par ailleurs pas changer. Les seuils des tranches d'imposition « de base » et intermédiaire (*basic et intermediate rate*) augmenteront en fonction de l'inflation tandis que les seuils des deux tranches les plus élevées (*higher et top rate*) seront gelés. Le projet de loi de budget (*Budget bill*) doit maintenant obtenir l'aval du Parlement écossais.

Les councils appellent à plus de dévolution des pouvoirs en matière de fiscalité locale – Les *boroughs* londoniens et les principales villes du pays ont [appelé](#) le gouvernement à leur transférer davantage de compétences en matière de fiscalité locale, et se sont prononcés en faveur d'une réforme de la taxe d'habitation (*council tax*) et de l'impôt foncier des entreprises (*business rates*). Les *councils* souhaitent en outre pouvoir mettre en place une taxe sur le tourisme (*tourism tax*). Cet appel intervient dans un contexte de forte réduction des subventions du gouvernement central (-60 % depuis 2010) et de hausse des dépenses de santé en lien avec l'allongement de l'espérance de vie. Le *National Audit Office* (NAO), la Cour des comptes britannique, a par ailleurs [alerté](#) sur la forte hausse des dépenses d'investissement des collectivités locales dans l'immobilier commercial depuis 2017 (6,6Md£ investis entre 2017 et 2019, soit 14 fois plus que les trois années précédentes) en soulignant le risque de dépréciation de la valeur des actifs en cas de récession.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Le PIB est resté stable au T4, portant la croissance à 1,4 % en 2019 – Selon les premières estimations de l'[ONS](#), la croissance ressort en hausse de 0,1% par rapport à 2018, toutefois à l'un de ses niveaux les plus faibles depuis la crise financière. Au T4, côté production, la croissance a été faiblement soutenue par le secteur des services (+0,1 %) et la construction (+0,5 %), l'industrie manufacturière ayant diminué (-0,8 %) en glissement trimestriel. Ces résultats découlent principalement d'un affaiblissement de l'activité des entreprises qui a souffert de l'incertitude politique liée au contexte électoral et au Brexit. La croissance a été tirée par la consommation publique (+2,1 %) et le commerce extérieur (+1,6 %), tandis que l'investissement fixe (-12,4 %) a contribué négativement à la croissance. La consommation des ménages (+0,1 %) a continué de ralentir.

Les ventes au détail sont plus résilientes qu'attendu en janvier – Selon le *British Retail Consortium* la croissance des ventes au détail a été nulle au mois de janvier (contre un consensus de prévision à -0,5 % en glissement annuel). Les ventes totales ont ralenti à 0,4 % (contre 1,9 % en décembre). La croissance des ventes totales reste cependant plus élevée que celle de janvier 2018, le ralentissement enregistré étant le contrecoup de l'engouement pour le Black Friday, fixé en décembre pour l'année 2019. Bien que modeste, la croissance des ventes au détail représente

une amélioration par rapport à la contraction de -0,1 % en moyenne sur l'année 2019 et reflète le gain de confiance des ménages après l'élection générale.

COMMERCE

Le déficit de la balance commerciale se serait légèrement réduit en 2019 selon l'ONS - Bien que le déficit de la balance commerciale se soit fortement dégradé au T1 2019, en raison d'un effet de stockage en prévision du retrait du Royaume-Uni de l'UE en mars, le déficit pour l'année 2019 se serait réduit de 0,5 Md£ pour atteindre 29,3 Md£. Le déficit de la balance des biens s'est, contre toute attente, réduit de 9,7 Md£ grâce à une hausse des exportations de 22,4 Md£ par rapport à l'année 2018, qui a compensé la hausse des importations de 12,7 Md£. La réduction du déficit de la balance des biens, qui a atteint 129,6 Md£, résulte essentiellement du dynamisme des exportations vers les pays non-UE (+ 24,1 Md£). Toutefois, ce rebond des exportations de biens, qui a permis de réduire le déficit de la balance des biens de 9,7 Md£, a été contrebalancé par une importante dégradation de la balance des services, dont l'excédent a diminué de 9,2 Md£. Cette baisse résulte d'une hausse des importations de services de 19,3 Md£, que la hausse des exportations de 10,1 Md£ n'a que partiellement compensé.

Le gouvernement a lancé une consultation sur la création de ports francs dès 2021 – Une consultation a été ouverte sur la création de 10 ports francs en 2021, dont certains seraient situés en Écosse, Irlande du Nord et Pays de Galles. Des ports francs pourraient également voir le jour « à l'intérieur du pays » (dont un à Londres), même si B. Johnson vise en premier lieu les zones côtières défavorisées. La mise en place de ports francs, qui s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de nivellement par le haut des régions (*levelling up*), recouvrerait des crédits d'impôt et des allègements fiscaux aux entreprises ainsi qu'une simplification des démarches administratives d'implantation et des exemptions de droits de douane. Des fonds publics supplémentaires seraient également alloués à la construction d'infrastructures dans ces zones. Le parti travailliste a émis des doutes sur la capacité de ces zones à réellement créer de l'activité et des emplois et a alerté sur le risque de création d'un *hub* de marché noir et d'évasion fiscale. La consultation devrait durer jusqu'en avril 2020.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

S. Javid présente sa démission lors du remaniement gouvernemental - Cette démission surprise du chancelier intervient après que Boris Johnson lui aurait demandé de limoger tous ses conseillers dans le cadre d'une opération visant à fusionner les équipes du chancelier avec celle du 10 Downing Street. S. Javid, déjà ministre de l'Intérieur sous Th. May, avait pris le poste de Chancelier en juillet dernier et aurait eu, à plusieurs reprises, des conflits de stratégie avec le conseiller principal de Johnson, D. Cummings, sur des questions telles que la limitation des dépenses. Son départ intervient quelques semaines avant la présentation du premier budget de l'ère Johnson. Rishi Sunak, actuel secrétaire d'Etat au Trésor, et entré au Parlement il y a moins de cinq ans, doit lui succéder.

Les régulateurs financiers mettent la pression sur l'UE-27 sur les régimes d'équivalence – Dans un entretien à [CityAM](#), le chancelier S. Javid souligne que le RU exercera son droit à diverger de la réglementation européenne en matière de services financiers lors des discussions commerciales post-Brexit qui s'engagent. Les ministères concernés travaillent à la rédaction d'un *White Paper* à paraître au printemps, dans lequel le RU défendra sa préférence pour un régime d'équivalence « *outcome-based* », i.e compatible avec la réglementation UE mais pas nécessairement similaire. Par ailleurs, un document fuité dans la presse révèle que le RU envisage de demander une équivalence permanente pour son cadre réglementaire sur les services financiers, et qui serait intégrée dans un chapitre dédié au sein du prochain accord de libre-échange. Devant la Chambre des Lords, Sam Woods (BoE) et Andrew Bailey (FCA) ont insisté sur le fait que le RU ne pourrait accepter le principe d'un retrait de l'équivalence sous 30 jours (mais plutôt 2 à 3 ans) et qu'une politisation du processus ne pouvait être exclue.

Le secteur financier de Gibraltar peu impacté par le Brexit – Selon le [ministre du secteur financier de Gibraltar](#) (territoire britannique d'outre-mer, « BOT »), les activités avec l'UE représentent 8 % du chiffre d'affaire du secteur, le reste provenant d'exportations de services au RU. Les préparatifs en vue du Brexit ont donc été limités et il n'y aurait pas eu de transfert majeur d'activités ou de personnel en lien avec le Brexit. En outre, la signature d'un accord avec le RU garantissant l'accès au marché britannique a rassuré le secteur financier gibraltarien sur ses perspectives de croissance. S'il n'est pas certain que Gibraltar puisse bénéficier de potentielles équivalences accordées au secteur financier britannique (l'Espagne pourrait y opposer son veto), l'accès au marché européen n'est pas une priorité pour le ministre. Il sera plus important pour Gibraltar d'éviter des contrôles additionnels à la

frontière avec l'Espagne. Un autre BOT, les Iles Cayman, a lui été ajouté sur la liste noire de l'UE des paradis fiscaux étrangers par les ambassadeurs de l'UE-27 (cette décision devra être validée par les ministres des Finances).

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

Le Parlement veut imposer plus de transparence aux fonds de pension en matière d'investissements verts – Un amendement à la loi sur les fonds de pension prévoit l'obligation pour ces fonds de publier leur stratégie en matière de changement climatique, y compris les risques environnementaux et les opportunités d'investissements dans la transition écologique qu'ils envisagent, dans les 6 mois suivant l'adoption de la loi, sous peine d'une amende de 50 000 £. Une commission parlementaire dédiée sera également créée, dont le rôle sera de formuler des recommandations au gouvernement qui devra faire rapport des actions entreprises sur cette base devant les deux Chambres du Parlement. Cet appel à plus de transparence intervient alors que Theresa Coffey, Ministre du Travail et Mark Carney, gouverneur de la BoE ont souligné la nécessité pour les fonds de pension privés de mieux se protéger contre les risques financiers liés aux facteurs climatiques. La *Pensions and Lifetime Savings Association* voit néanmoins dans cet amendement un risque pour la liberté d'optimisation des intérêts des épargnants.

FINTECH

La start-up de crypto-actifs DAG Global pourrait être la première à obtenir une licence bancaire au RU – Dans un contexte de frilosité des régulateurs britanniques sur l'élaboration d'un cadre juridique propre aux actifs numériques et de défiance du secteur bancaire à l'ouverture de comptes pour ces entreprises (notamment pour des soupçons de blanchiment d'argent), DAG Global, créée à Londres en 2018, va soumettre une nouvelle demande de licence bancaire à la FCA en vue de fournir des comptes bancaires aux entreprises de cryptographie à partir de 2021. FCA et BoE ont émis de nombreuses mises en garde contre les risques liés aux activités de cryptologie monétaire, mais n'ont jamais appelé les banques à ne pas leur fournir de services (*de-risking*). Néanmoins, faute de comptes bancaires ouverts auprès de banques britanniques, les entreprises de crypto se tournent de plus en plus vers des banques étrangères, comme la Silvergate Bank, basée en Californie.

Revolut se lance dans l'Open banking – Ce service qui sera ouvert aux clients particuliers et professionnels de Revolut au RU doit leur permettre de connecter leurs comptes bancaires externes à la plateforme Revolut, pour une consultation facilitée sur une seule et même application. Selon Revolut, cette nouvelle offre, élaborée en partenariat avec le fournisseur de logiciels True Layer, devrait permettre à ses clients une plus grande maîtrise de leur « vie » financière. Cette initiative marque les efforts de cette banque *challenger* pour s'approprier les services jusque-là plutôt proposés par les banques traditionnelles. Ce lancement intervient avant un nouveau cycle de financement de qui devrait permettre à Revolut de réaliser un chiffre d'affaires de 3,85 Md£. Dans le même temps, son concurrent direct Starling a obtenu un financement supplémentaire de 60M£.

La néobanque allemande N26 se retire du RU en raison du Brexit – La banque allemande a annoncé qu'elle cesserait d'ouvrir de nouveaux comptes au RU, et qu'elle fermerait ses 200 000 comptes britanniques le 15 avril 2020. Cette décision serait [selon son communiqué](#) en lien avec le Brexit, qui empêcherait à terme N26 d'opérer au RU avec une licence bancaire européenne. Or, N26 aurait eu 3 ans après la fin de la période de transition pour demander une licence aux superviseurs britanniques. Selon [Sifted](#), le Brexit serait donc une bonne excuse pour camoufler l'échec de l'expansion au RU. En effet, N26 n'a pas réussi à se différencier des néobanques locales telles que Monzo et Revolut, et aurait également eu du mal à attirer les consommateurs britanniques sur son service « Premium ». La banque était entrée sur le marché britannique il y a 18 mois, et comptait une douzaine d'employés au RU.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Laura Guenancia, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 13 février 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.